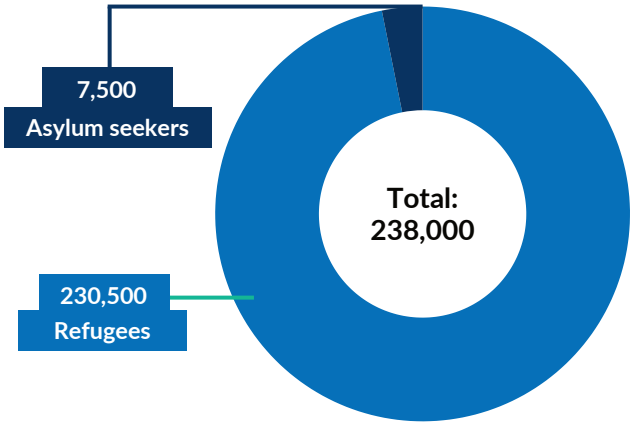
MAURITANIE

Le HCR estime que 108 000 Maliens ont cherché refuge dans la région de Hodh Chargui depuis janvier 2023. Aujourd'hui, le pays accueille environ 238 000 réfugiés et demandeurs d'asile, dont plus de la moitié sont officiellement enregistrés auprès du HCR et du registre civil mauritanien (ANRPTS) à ce jour, dont 11 000 réfugiés maliens dans les villages d'accueil de Hodh Chargui, 107 000 réfugiés maliens dans le camp de Mbera, ainsi que 20 000 réfugiés et demandeurs d'asile de diverses nationalités (Mali, République centrafricaine et Syrie) dans les zones urbaines, notamment Nouakchott et Nouadhibou.



Lors du Forum mondial sur les réfugiés (GRF) en 2023, le gouvernement mauritanien (GdM) a renouvelé ses engagements pris en 2019 (adopter une loi sur l'asile, faciliter l'accès des réfugiés à la documentation, aux soins de santé et au travail au même titre que les ressortissants nationaux) et a pris des nouveaux engagements pour inclure les réfugiés dans les systèmes nationaux de protection sociale et d'éducation, ainsi qu'à transformer le camp de Mbera en un établissement humain intégré et durable, offrant une opportunité unique pour une programmation durable.

Vision pour la programmation durable en Mauritanie

La vision du HCR pour une programmation durable en Mauritanie reconnaît que toutes les personnes déplacées de force et apatrides en Mauritanie, quel que soit leur lieu et leur vulnérabilité, ont le potentiel de s'épanouir et de contribuer positivement à leur environnement et aux communautés locales. Ainsi, tous les composants de la programmation du HCR contribuent à la stratégie de développement globale du GdM (Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée/SCAPP), aux engagements du GRF, et au Cadre de Coopération pour le Développement Durable des Nations Unies (UNSDCF).

Une réponse multisectorielle et multipartenaire à la situation des réfugiés dans la région de Hodh Chargui est coordonnée à travers le Forum de Coordination des Réfugiés (FCR) en étroite collaboration avec le GdM, afin de faciliter la réponse d'urgence et une transition harmonieuse vers une approche ancrée dans le développement favorisant l'inclusion progressive des réfugiés dans les systèmes nationaux. Le FCR, dirigé par le HCR, joue un rôle catalyseur en réunissant les agences des Nations Unies, les acteurs du développement, les donateurs et la société civile dans la région de Hodh Chargui.

Les piliers de la programmation durable en Mauritanie

Pilier I : Un environnement de protection, juridique et politique favorable

Malgré l'absence d'un système formel d'asile, le gouvernement mauritanien met en œuvre des politiques progressives à l'égard des réfugiés, y compris des dispositions légales qui leur accordent l'accès aux services sociaux et la possibilité de chercher un emploi ou de créer une entreprise, bien que des défis d'implémentation persistent. Un protocole d'accord (MoU) de 2022 entre le HCR et le Ministère de l'Intérieur formalise le rôle du HCR dans la détermination du statut de réfugié jusqu'à l'établissement d'un système d'asile, renforçant ainsi la protection des réfugiés contre l'arrestation, la détention et le refoulement, et étendant la délivrance d'identités de réfugié nationales aux zones urbaines. Le HCR soutient le gouvernement mauritanien dans l'adoption d'une loi nationale sur l'asile par le biais d'un soutien technique et d'une collaboration, tout en tirant parti des engagements du GRF et des partenariats de développement non transactionnels pour étendre la protection et l'inclusion, comme la feuille de route 2024-2027 pour l'inclusion des réfugiés dans les plans nationaux de santé signée avec le Ministère de la Santé.

Pilier II : Inclusion dès le début de la phase d'urgence et élimination progressive des systèmes parallèles

La Lettre de Politique du GdM sur le Développement de 2018 met l'accent sur les opportunités économiques, la protection sociale et les services de base pour les réfugiés et les communautés d'accueil, démontrant une transition d'une approche purement humanitaire vers une approche de développement. Le plan de réponse aux réfugiés pour les réfugiés maliens dans le Hodh Chargui en 2023 adopte une approche multi-sectorielle, combinant une aide humanitaire immédiate avec un développement à long terme pour renforcer la résilience. Les efforts visant à intégrer les réfugiés dans les services de santé nationaux incluent le projet INAYA de la Banque mondiale, qui depuis 2020 a transféré des installations de santé au Ministère de la Santé, réduisant ainsi les coûts de consultation médicale et améliorant la qualité des services.

La planification communautaire participative garantit des interventions inclusives, comme en témoigne la construction d'un centre de santé à Bousteilla, financé par l'INTPA et géré par les autorités locales. La programmation durable et le succès à long terme nécessitent un soutien continu pour intégrer les réfugiés dans les systèmes nationaux, à travers des investissements sectoriels assurant la qualité des services de base, la parité avec les nationaux et le renforcement des capacités locales.

Pilier III : Transformer les camps de réfugiés en pôles économiques

En accord avec sa politique inclusive, le GdM s'est engagé lors du GRF de 2023 à transformer le camp de Mbera en un établissement intégré et adapté au climat d'ici 2027, guidé par un plan d'urbanisation du Ministère du Logement, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire visant à améliorer l'allocation des terres et la qualité du logement. Le HCR soutient cette transition en intégrant les services de base de Mbera dans les systèmes nationaux, avec pour objectif d'inclure l'eau, l'assainissement et l'électricité d'ici 2027, et l'éducation d'ici 2034.

Le projet Flow, une nouvelle initiative en cours visant à remplacer les pompes à diesel par des pompes solaires, améliorera la fourniture d'eau propre et réduira les émissions de CO2, grâce au financement de la Fondation Grundfos et des gouvernements danois et allemand. Ces efforts sont complétés par des initiatives de reboisement, de cuisson propre et le soutien de l'Accélérateur de l'égalité des genres de l'ONU pour autonomiser les femmes et les filles dans la prise de décision. Ces initiatives visent à transformer Mbera en un établissement planifié permettant aux réfugiés de contribuer au développement local.

Pilier IV : Promouvoir l'inclusion économique et financière en créant des marchés et en renforçant l'engagement du secteur privé

Une approche de programmation durable a considérablement accru l'inclusion financière des réfugiés en Mauritanie, le taux de pénétration bancaire passant de 0 % en 2020 à 10 % en 2024. Les réfugiés sont inclus dans la stratégie nationale d'inclusion financière, et le camp de Mbera est considéré comme un marché clé pour cette initiative en raison de ses chaînes de valeur inexploitées, de la forte présence du secteur financier, de la volonté communautaire d'autonomie et des cadres réglementaires favorables.

Avec un taux d'emploi pour les réfugiés dans le camp à 12 %, contre 37 % pour les communautés d'accueil, leur accès aux services nationaux d'emploi (plateforme d'emploi et formation) par l'intermédiaire de Techghil représente un progrès important vers l'inclusion économique. Les secteurs clés de l'emploi pour les réfugiés comprennent l'élevage, les services, le commerce, l'agriculture, l'artisanat et la construction.

Le HCR collabore avec des acteurs du développement tels que la GIZ et des agences des Nations Unies comme l'OIT pour renforcer les opportunités de moyens de subsistance, d'affaires et d'emploi à long terme.

Les catalyseurs de la programmation durable

1 Le partage des responsabilités et le financement

Pour mettre en œuvre sa politique généreuse d'inclusion, la Mauritanie a mobilisé diverses sources de financement, notamment 67 millions de dollars provenant du fonds de reconstitution de l'IDA de la Banque mondiale, le HCR jouant un rôle crucial de facilitateur. En outre, le GdM a mis en place des partenariats par l'intermédiaire du HCR, avec le BMZ/GIZ, l'UE, le Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies, l'Agence coréenne de coopération internationale et la Banque africaine de développement dans les secteurs de la santé, de l'eau, de l'assainissement, de la protection sociale et du développement local. Pour maintenir les progrès, un soutien international est nécessaire à travers le nexus HDP, la mobilisation de fonds via des mécanismes tels que les reconstitutions de l'IDA, et la mise en œuvre des engagements du GRF de 2023.

2 Promouvoir un leadership pangouvernemental dans la réponse aux réfugiés et aux personnes déplacées :

La Commission nationale consultative pour les réfugiés et les Personnes à Protéger (CNCRPP) joue un rôle crucial en tant qu'organe interministériel clé en Mauritanie, supervisant la gestion et la coordination des réfugiés, facilitant l'engagement avec le GdM sur les engagements internationaux et traitant des questions telles que la documentation, les mouvements mixtes, l'enregistrement conjoint des réfugiés maliens et la prévention de l'apatridie. Établie en 2021, la Commission est dirigée par le Directeur Général de l'Administration Territoriale et se réunit trimestriellement avec la participation active des ministères sectoriels pertinents pour intégrer les réfugiés dans les services nationaux et les initiatives de développement, notamment dans le camp de Mbera.

L'inclusion des réfugiés est largement mise en avant dans le plan d'action (2021-2025) de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée de la Mauritanie (2016-2030) et est soutenue par le Cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies (UNSDCF).

L'équipe-pays des Nations Unies en Mauritanie, dirigée par la coordinatrice résidente, participe également à l'engagement commun des Nations Unies 2.0 du GRF de 2023, soulignant l'engagement collectif en faveur des efforts d'inclusion des réfugiés.

3 Partenariat et coordination dans le cadre du Nexus HDP

La coordination entre les différents acteurs est cruciale pour faire progresser l'inclusion socio-économique des réfugiés en Mauritanie, car aucune entité seule ne peut y parvenir. Dans les régions confrontées à des crises chroniques, l'équipe-pays des Nations Unies promeut la synergie entre les efforts humanitaires, de développement et de consolidation de la paix afin de renforcer les communautés et la gouvernance locale. Les organisations dirigées par les réfugiés (ODR) jouent un rôle central en tant que partenaires du HCR en Mauritanie, participant activement à la planification et à la mise en œuvre des activités.

Dans le camp, la collaboration du HCR avec plus de 20 ODR permet aux réfugiés de contribuer en tant qu'agents de changement, assurant que les interventions répondent aux besoins communautaires dans les secteurs de la protection, de la cohésion sociale, de la conservation de l'environnement, de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et des soins de santé. Les initiatives conjointes avec les agences des Nations Unies contribuent également aux engagements du GRF de la Mauritanie. Par exemple, UN Habitat et le HCR travaillent ensemble sur la planification territoriale intégrée pour élaborer des stratégies sensibles au déplacement pour les villes, y compris la transformation du camp de Mbera en un établissement durable. De plus, un partenariat avec le PAM a facilité l'inscription des ménages de réfugiés dans le Registre social national et leur inclusion dans Tekavoul (programme de protection sociale), essentiels pour renforcer leur résilience et réduire leur vulnérabilité.

4 Données et éléments de preuve

Le HCR a dirigé diverses initiatives de collecte de données et de preuves, telles que l'évaluation de l'accès aux services de base pour les réfugiés en dehors des camps et la collaboration à travers le hub commun PAM-HCR. L'engagement pris lors du GRF de 2019 concernant la documentation a été mis à jour en 2023 pour inclure les réfugiés dans les statistiques nationales, mis en œuvre à travers des enquêtes à venir comme l'Enquête à Indicateurs Multiples (MICS), l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie (EPVC) et l'Enquête sur la population active menée par l'Agence nationale de la statistique et de l'analyse économique (ANSADE) de la Mauritanie en partenariat avec la Banque Mondiale et le HCR.

Ces efforts s'alignent avec la programmation durable, améliorant la qualité de la collecte de données pour les comparaisons socio-économiques avec les nationaux et soutenant l'approche fondée sur les preuves du HCR.

Exemple de bonne pratique

Partenariat stratégique dans le cadre de l'IDA 18 WHR

La Mauritanie est devenue éligible pour la Sous-fenêtre pour les réfugiés et les communautés d'accueil de l'IDA-18 de la Banque mondiale en novembre 2017. Cette initiative soutient l'inclusion des réfugiés dans les domaines des soins de santé, des filets de sécurité sociale, de la gestion de l'eau, de l'assainissement, du développement local et de l'urbanisation, avec un potentiel de soutien supplémentaire à travers la Sous-fenêtre de l'IDA-20. Le HCR a fourni un soutien technique pour aligner les programmes de la Banque mondiale sur les besoins des réfugiés, établissant ainsi un partenariat stratégique.

Les projets sous la Sous-fenêtre pour les refugies de l'IDA-18, y compris ceux dans les domaines de la santé, de l'urbanisation, de la protection sociale et de l'assainissement de l'eau, visent à améliorer l'efficacité des filets de sécurité sociale et à étendre les services d'eau et d'assainissement, bénéficiant ainsi aux communautés de réfugiés et d'accueil. Le HCR et la GIZ collaborent également à travers le projet ProNexus depuis 2021 pour soutenir l'inclusion socio-économique des réfugiés dans les systèmes nationaux, renforcer l'accès aux services locaux et développer les capacités gouvernementales et non gouvernementales, conformément aux principes du Pacte mondial sur les refugies et au nexus humanitaire-développement-paix, guidés par la vision commune du BMZ et du HCR.